

# ALGÉRIE: LE PACIFISME EST-IL UN SIGNE DE FORCE OU DE FAIBLESSE DU HIRAK?

A la veille de la mascarade qui a conduit à l'élection d'Abdelmadjid Tebboune - Premier ministre d'Abdelaziz Bouteflika en 2017,

- plusieurs appels émanant de groupes ou de personnalités ont réitéré leur attachement au pacifisme du mouvement populaire (*hirak*) dont un des slogans phares est «*Silmya!*» («*pacifique!*»).

Le *Pacte de l'alternative démocratique* (PAD) - qui regroupe trotskistes, staliniens, démocrates et autres droitiers pour «*la construction de l'État de droit*» - a ainsi convié les Algériens à adhérer aux «*formes d'actions pacifiques projetées par le mouvement populaire, y compris la grève générale*» (*El Watan*, 9 décembre 2019).

Un groupe de 19 personnalités - dont les doyens Ali Yahia Abdenour et Ahmed Taleb Ibrahim - qui plaide pour une «*solution politique consensuelle*» a pour sa part invité les militants du *hirak* à «*faire preuve d'un haut niveau de retenue pour préserver la communion dans cette épopée rassembleuse par son pacifisme*» (*Liberté*, 11 décembre 2019).

Pourtant, dans les discussions privées et publiques - quand elles ne sont pas interdites -, la question du recours à la violence est posée en d'autres termes par des individus qui participent au *hirak* dans une perspective autrement radicale que celle, d'essence réformiste, proposée par les groupements précités.

Ces *hirakistes* se demandent si le pacifisme constitue un moyen ou une fin en soi, s'il faut se préparer à la violence - quand il ne s'agit pas d'y appeler -, si le slogan «*Doula madania machi askaria!*» («*État civil et non militaire!*») est pertinent - puisque, selon eux, l'armée ou un officier pourraient mettre en œuvre une politique progressiste...

Aux illusions de droite répondent donc celles de gauche, même si ces interrogations correspondent à un niveau de conscience: celui d'une société en pleine régénération après 132 ans de colonialisme, un régime autoritaire de plus d'un demi-siècle dont une décennie de guerre civile et 20 ans de bouteflikisme.

Par conséquent, la question du recours à la violence ne peut se poser abstraitement dans un pays où l'arbitraire policier s'abat sur les jeunes défavorisés et les militants de gauche comme à Oran (*Maghreb Émergent*, 14 décembre 2019), où les brutalités domestiques meurtrissent femmes et enfants, où les injures tiennent lieu d'arguments.

Le mouvement populaire n'a pas été assez puissant pour empêcher les élections du 12 décembre sauf dans certaines localités kabyles. C'est une défaite pour le *hirak* dont la majorité ne s'est pas débarrassée de sa «*mentalité de vaincu*» (*Le Réveil*, n°3, novembre 1940) dans le sens où elle a pensé aux concessions plutôt qu'à la résistance au pouvoir.

Malgré les démonstrations de force hebdomadaires - puis quotidiennes à l'approche du scrutin - n'y a pas eu de réelle tentative visant à construire un rapport de forces en faveur des couches populaires qui n'ont aucun intérêt dans la perpétuation du système tant décrié dans les rues.

Mais le pacifisme a représenté une modalité nécessaire pour une population inégalement politisée, dans un pays marqué par une profonde crise de confiance et l'hypocrisie sociale, où l'on croise des personnages comme le *Furex* de George Orwell (*Dans la dèche à Paris et à Londres*): internationalistes sobres et nationalistes ivres.

Or, les appels lancés par les politiciens ont une autre signification. Il s'agit pour eux de contenir le *hirak* dans des limites acceptables pour la bourgeoisie en vue de négocier avec les tenants du système une transition - en ayant éventuellement recours à la grève générale - mais qui préserverait l'État, l'armée et la police.

Quant à ceux qui, obsédés par le mythe du *Front de Libération Nationale*, méprisent le pacifisme du *hirak*, on conseillera le livre de Robin Yassin-Kassab et Leila al-Shami sur la révolution syrienne (*Burning Country*), en leur demandant comment ils comptent mener en temps de guerre les débats qui n'ont pas été amorcés en temps de paix.

Errico Malatesta voulait démontrer «*comment l'esclave est toujours en état de légitime défense et comment sa révolte contre le maître, contre l'opresseur, est toujours moralement justifiable et doit être réglée par la seule préoccupation de l'utilité, de l'économie de l'effort humain et des souffrances humaines*» (*Le Réveil anarchiste*, 1<sup>er</sup> mai 1928).

En outre, l'anarchiste italien soulignait l'importance de songer à la réorganisation sociale, en prenant en considération la satisfaction des besoins - on pourrait les énumérer pour l'Algérie et ailleurs (travail, logement, santé, éducation, culture, etc.) -, par-delà la focalisation sur la violence physique: «*Nombreux sont ceux qui donnent à l'acte insurrectionnel une importance exclusive, sans songer à tout ce qu'il faut faire, afin qu'une insurrection ne soit pas un fait de violence stérile, à laquelle viendrait répondre ensuite un autre fait de violence réactionnaire*» (*Le Réveil anarchiste*, 1<sup>er</sup> mai 1935).

Ces observations formulées dans une situation incertaine nous rappellent que si les moyens de lutte sont rarement choisis par les révolutionnaires, il leur revient toutefois de penser à la finalité de leur engagement en évitant d'entretenir les logiques sociales qui annihileraient les idéaux d'indépendance, de liberté et de justice.

**Nedjib SIDI MOUSSA**  
Alger, le 15 décembre 2019.

-----